



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Vendredi 26 avril 2024

Politique étrangère et européenne .....	2
Le Comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande sur le futur cadre financier pluriannuel de l'UE .....	2
A l'initiative de la Finlande, déclarations de 16 États membres : la bioéconomie doit figurer au cœur du prochain programme de travail de la Commission.....	2
Les ministres des Affaires européennes discuteront de l'élargissement de l'UE et de l'État de droit .....	3
Elections européennes .....	3
Le parti de la coalition nationale soutient l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie notamment.....	4
Editorial.....	5
« Renforcer la sécurité en Europe nécessite plus de solidarité » HS .....	5
Discours du Président Macron .....	5
« Selon le Président Macron, l'Europe est mortelle » HS.....	5
« "L'Europe est mortelle" - Macron appelle à construire une défense européenne indépendante » Yle .....	6
Analyse .....	7
« Macron a mis en garde contre le fait que l'Europe peut être mortelle, Orbán prévoit déjà des funérailles » HS	7

## **Politique étrangère et européenne**

### ***Le Comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande sur le futur cadre financier pluriannuel de l'UE***

Lors de la réunion du Comité interministériel de politique européenne, les positions de la Finlande sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE et les communications de la Commission sur la gestion des risques climatiques et l'accélération de la biotechnologie et de la biofabrication ont été présentées. En outre, le comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande pour les deux réunions informelles du Conseil des ministres.

Le comité interministériel de politique européenne a exposé les premières positions et les vues préliminaires de la Finlande concernant le futur cadre financier pluriannuel de l'UE (2028 – ), afin que la Finlande puisse influencer à temps la proposition de la Commission. La Commission devra soumettre sa proposition au plus tard début juillet 2025.

Le point de départ est que le niveau du cadre doit rester raisonnable. La Finlande s'efforce d'éviter une augmentation de sa part des paiements nets, mais est prête à encourager des investissements supplémentaires dans des priorités qui lui tiennent à cœur. La Finlande considère que le cadre financier pluriannuel devrait rester la principale réponse aux besoins de financement au niveau de l'UE.

La Finlande est fermement engagée à soutenir l'Ukraine et sa reconstruction et est ouverte à diverses solutions financières pour soutenir l'Ukraine. Le cadre financier pluriannuel devrait également contribuer à promouvoir la compétitivité stratégique et la sécurité globale de l'UE. L'objectif de la Finlande est une solution de cadre financier qui tienne compte de l'importance globale de la frontière orientale de la Finlande pour l'UE.

Le Comité interministériel de politique européenne considère comme importante la notification publiée par la Commission européenne en mars « Construire l'avenir avec la nature : accélérer la biotechnologie et la bioproduction dans l'UE ». La promotion de la bioéconomie est l'un des objectifs clés du gouvernement finlandais, auquel la Finlande contribuera dans le programme de la prochaine Commission européenne. L'objectif de la communication actuelle publiée par la Commission est de créer un environnement de croissance favorable pour l'industrie et de proposer des solutions globales aux problèmes sociaux et environnementaux. La biotechnologie et la biofabrication sont d'importants catalyseurs de la bioéconomie. Ils couvrent les industries et les systèmes qui dépendent des ressources naturelles biologiques, leurs fonctions et principes.

Le comité interministériel de politique européenne a également discuté de la communication de la Commission sur la gestion des risques climatiques. La communication s'inscrit dans le cadre de la politique climatique globale de l'UE et son objectif est de renforcer la préparation aux effets du changement climatique qui progresse rapidement. Le Comité interministériel de politique européenne salue la communication de la Commission et considère, conformément au programme gouvernemental, qu'en plus des mesures contre le changement climatique et des mesures de réduction des émissions, il faut promouvoir des mesures visant à améliorer la capacité de la société à s'adapter au changement climatique.

Pour le prochain conseil agricole, la Finlande et trois autres pays soulignent la nécessité de placer la bioéconomie dans le programme de travail de la prochaine Commission européenne.

Vn

### ***A l'initiative de la Finlande, déclarations de 16 États membres : la bioéconomie doit figurer au cœur du prochain programme de travail de la Commission***

Selon la déclaration commune du groupe *For Forest* composé de quatre pays forestiers de l'Union européenne, une bioéconomie durable doit être au cœur du prochain programme de travail de la Commission européenne. Au total, 16 États membres de l'UE se sont joints à la déclaration de la Finlande, de la Suède, de l'Autriche et de la Slovénie qui sera discutée lors du Conseil Agriculture et pêche lundi 29 avril.

Les élections au Parlement européen auront lieu du 6 au 9 juin 2024 et une nouvelle Commission européenne entrera en fonction peu après. L'un des principaux objectifs de la Finlande dans le

cadre du prochain programme de travail de la Commission pour 2024-2029 est de promouvoir la transition verte ainsi que la bioéconomie et l'économie circulaire.

Lors du Conseil Agriculture et pêche du 29 avril, le groupe *For Forest* des pays forestiers de l'UE, présidé par la Finlande et composé de la Finlande, de la Suède, de l'Autriche et de la Slovénie, présentera à titre d'information une déclaration selon laquelle une bioéconomie durable et le rôle des forêts en tant que source de bien-être durable dans l'UE doit être reconnue dans le prochain programme de travail de la Commission européenne. Ce point est soutenu par les délégations bulgare, tchèque, estonienne, hongroise, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, polonaise, portugaise, roumaine et slovaque.

« La promotion de la bioéconomie est importante pour la compétitivité et la réussite de l'ensemble de l'UE. Une bioéconomie forestière offre des solutions pour réduire les dépendances critiques et atteindre les objectifs liés au climat et à la durabilité, ainsi que des innovations dans de nombreux secteurs. Avec cette déclaration commune du groupe *For Forest*, nous souhaitons garantir que les forêts et une bioéconomie durable, importantes pour la compétitivité, la croissance durable et l'autosuffisance de l'UE, continueront à jouer un rôle important dans les travaux de la prochaine Commission », a déclaré la ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah.

Voir le communiqué en anglais :

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410837/eu-n-16-jasenvaltiota-suomen-johdolla-kestavan-biotalous-tulee-olla-seuraavan-komission-tyoohjelman-keskiassa?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410837/eu-n-16-jasenvaltiota-suomen-johdolla-kestavan-biotalous-tulee-olla-seuraavan-komission-tyoohjelman-keskiassa?languageId=en_US)

Voir la déclaration en anglais :

[https://www.consilium.europa.eu/en/documents-publications/public-register/public-register-search/?WordsInSubject=&WordsInText=&DocumentNumber=9098%2F24&InterinstitutionalFileS=&DocumentTypes=&DateFrom=&DateTo=&MeetingDateFrom=&MeetingDateTo=&DocumentLanguage=EN&OrderBy=DOCUMENT\\_DATE+DESC](https://www.consilium.europa.eu/en/documents-publications/public-register/public-register-search/?WordsInSubject=&WordsInText=&DocumentNumber=9098%2F24&InterinstitutionalFileS=&DocumentTypes=&DateFrom=&DateTo=&MeetingDateFrom=&MeetingDateTo=&DocumentLanguage=EN&OrderBy=DOCUMENT_DATE+DESC)

### ***Les ministres des Affaires européennes discuteront de l'élargissement de l'UE et de l'État de droit***

La présidence belge du Conseil de l'Union européenne tiendra une réunion informelle des ministres des Affaires européennes à Bruxelles les 29 et 30 avril. Les principaux sujets abordés sont l'avenir de l'UE, l'élargissement et les réformes liées à l'État de droit dans les pays candidats. Le ministre des Affaires européennes Anders Adlercreutz représentera la Finlande à la réunion.

« La Finlande considère que l'élargissement fondé sur les mérites des pays candidats et le respect des critères d'adhésion renforce la sécurité, le statut international et le bien-être économique de l'Union tout en favorisant la démocratie, l'État de droit et la réalisation des droits fondamentaux. L'élargissement de l'UE signifierait également un marché intérieur encore plus grand et de nouvelles opportunités de croissance pour les entreprises finlandaises », a déclaré Adlercreutz.

En ce qui concerne les questions liées à l'État de droit, la Finlande poursuivra sa politique de promotion de l'État de droit et de lutte contre la corruption au sein de l'UE. Il est particulièrement important de garantir que le financement du budget de l'UE soit étroitement lié au respect de l'État de droit, à la prévention des détournements de fonds et à la lutte contre la corruption.

Selon la Finlande, l'UE doit continuer à soutenir les pays candidats pour accélérer leur convergence et les aider à remplir les critères d'adhésion. Parallèlement au processus d'adhésion, l'Union doit évoluer. Il faut avant tout réformer le fonctionnement de l'UE et améliorer son efficacité dans le cadre des traités existants. Dans la situation géopolitique actuelle, la Finlande souligne en particulier le rôle important de l'est et du nord de la Finlande pour la sécurité de l'ensemble de l'Europe.

[https://valtioneuvosto.fi/-/eurooppaministerien-kokouksen-aiheena-eu-n-laajentuminen-ja-oikeusvaltioperiaate?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/eurooppaministerien-kokouksen-aiheena-eu-n-laajentuminen-ja-oikeusvaltioperiaate?languageId=en_US)

### ***Elections européennes***

### ***Le parti de la coalition nationale soutient l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie notamment***

Dans son programme pour les élections européennes, le parti de la coalition nationale du Premier ministre Orpo voit de manière positive l'élargissement de l'UE.

"Lorsque l'UE s'élargit, elle devient plus influente. C'est pourquoi la coalition nationale veut garder la porte ouverte à de nouveaux Etats membres", indique le programme électoral.

Le programme souligne que cela s'applique non seulement à l'Ukraine, mais également aux pays des Balkans occidentaux, à la Moldavie et à la Géorgie. Un pays aspirant à devenir membre de l'UE doit être européen dans ses valeurs et ses activités, précise toutefois le programme.

Le programme électoral européen de la coalition nationale (intitulé « Là où il y a l'UE, il y a une opportunité ») s'articule autour de trois thèmes: la sécurité, l'économie et le développement durable.

Dans le domaine de la sécurité, la coalition nationale souligne l'importance du contrôle des frontières au sein de l'UE. La coalition nationale renforcerait Frontex et réformerait la réglementation européenne en matière d'asile afin qu'elle prenne mieux en compte l'influence hybride. Selon le parti, à l'avenir, l'UE devrait également s'efforcer d'organiser l'étude de la protection internationale en dehors de l'UE.

La coalition nationale propose que le poste de commissaire à l'industrie de défense et le conseil de défense soient créés au sein de la prochaine commission européenne. Le parti rappelle également l'importance de continuer à soutenir l'Ukraine.

Dans le volet économique de son programme des élections européennes, la coalition nationale réclame, entre autres, moins de « réglementations inutilement détaillées », l'amélioration du niveau d'autosuffisance en matière de matières premières critiques et le développement du marché intérieur numérique.

La coalition nationale s'inquiète également de « l'aléa moral » des États membres en matière économique. "La coalition nationale ne soutient pas une politique de relance qui accroît le fardeau de la dette, ni une dette commune ni le développement de l'Union dans le sens d'une union de transfert de revenus", peut-on lire dans le programme.

Dans le même contexte, la coalition nationale espère que l'UE accordera une attention particulière au développement de l'économie et à la vitalité des régions frontalières orientales de l'Union.

"Les régions les plus touchées par les effets de la guerre doivent être soutenues plus fortement, notamment la Finlande orientale", indique le programme.

Dans le domaine du développement durable, la coalition nationale soutient une réforme de la politique agricole commune de l'UE de manière à ce qu'elle mette davantage l'accent sur « l'efficacité de la production, la durabilité environnementale et l'amélioration de la compétitivité ».

En général, dans les thèmes du développement durable, la coalition nationale s'appuie davantage sur les solutions des États membres de l'UE dans son programme que sur la réglementation au niveau de l'UE.

Le programme électoral souligne que la dépréciation de la nature et le changement climatique sont des ennemis communs. Cependant, pour lutter contre ces deux phénomènes, la coalition nationale s'appuierait principalement sur le pouvoir du marché et sur la liberté des États membres de prendre leurs propres décisions.

"Pour réduire les émissions climatiques, il faut pouvoir utiliser les moyens les plus efficaces et disposer d'une marge de manœuvre nationale suffisante au lieu d'une réglementation détaillée", indique le programme.

Selon la coalition nationale, l'énergie nucléaire devrait être classée comme source d'énergie propre et l'utilisation de l'énergie fossile russe devrait être abandonnée au niveau de l'UE dans son ensemble.

HS

## **Editorial**

### **« Renforcer la sécurité en Europe nécessite plus de solidarité » HS**

La Finlande a souhaité adhérer à l'UE, entre autres pour des raisons de sécurité. Aujourd'hui, la sécurité est renforcée, mais la Finlande n'aimerait pas que les coûts soient partagés, relève l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

Lorsque la Finlande a rejoint l'Union européenne, suite à un référendum, beaucoup pensaient que l'adhésion apporterait plus de sécurité. En Finlande, on pensait généralement qu'en se plaçant plus à l'ouest, la Finlande pourrait prendre ses distances avec la Russie.

En réalité, la sécurité militaire supplémentaire fournie par l'UE a été marginale jusqu'à ces dernières années. Les pays de l'UE comptaient déjà sur leur propre défense indépendante et sur l'OTAN déjà lors de l'adhésion de la Finlande.

Depuis que la Finlande est entrée dans l'UE, un renforcement de la coopération en matière de défense a été souvent envisagé pour l'Union, mais les projets n'ont pas abouti à des solutions significatives et concrètes offrant davantage de sécurité. Et à l'époque, même la Finlande n'était pas enthousiaste à l'idée de les promouvoir.

En raison de la guerre en Ukraine, l'UE se trouve dans une nouvelle situation. Le sort de l'Europe se joue en Ukraine, et l'on ne peut plus compter pleinement sur le soutien des États-Unis. L'UE est désormais en train de mettre en place une coopération en matière de défense et d'industrie de défense, et cette fois ces projets pourraient même progresser.

La Finlande se retrouve dans un dilemme traditionnel. La Finlande veut une politique budgétaire stricte et ne souhaite pas de responsabilités financières européennes communes, mais elle veut en même temps la sécurité.

Ces pressions contradictoires sont visibles dans le programme électoral européen des Vrais Finlandais. Le parti n'appelle plus à la sortie de la Finlande de l'union, mais appelle plutôt à un plus grand égoïsme national dans les attitudes de la Finlande à l'égard de l'UE et souhaite renforcer l'opposition aux responsabilités financières communes.

Aujourd'hui, la menace russe montre clairement à tous les partis politiques que l'UE est effectivement un facteur qui renforce la sécurité en Europe. Et les gens le savent. Or, il ne faut pas s'opposer au peuple. Les Vrais Finlandais aspirent également à une coopération plus étroite en matière de sécurité.

En réalité, les demandes des Vrais Finlandais sont donc contradictoires. Renforcer la sécurité coûte de l'argent, nécessite une plus grande solidarité entre les pays membres et peut-être même nécessite une prise en charge conjointe des dettes pour que la coordination fonctionne.

HS

## **Discours du Président Macron**

### **« Selon le Président Macron, l'Europe est mortelle » HS**

Le président français Emmanuel Macron a exposé jeudi sa vision de l'avenir de l'Europe dans un discours de près de deux heures à la Sorbonne.

Les préoccupations d'Emmanuel Macron concernant l'avenir de l'Europe peuvent être divisées en deux catégories : la sécurité et l'économie, rapporte Helsingin Sanomat qui ajoute que, conformément à son habitude, Macron a appelé à une coopération plus étroite et à l'indépendance de l'Europe, notamment dans le domaine de la défense.

Selon Macron, la sécurité de l'Europe est affaiblie non seulement par la menace russe mais aussi par sa dépendance à l'égard du reste du monde. Selon lui, l'Europe s'est trop appuyée sur les États-Unis en matière de défense, sur la Russie en matière d'énergie et a même sous-traité la production des Européens.

"Notre Europe aujourd'hui est mortelle", a déclaré Macron dans son discours, soulignant la gravité des menaces.

Selon lui, le risque d'un affaiblissement de l'Europe au cours de la prochaine décennie est grand et ce sont les choix des Européens qui détermineront si l'Europe va dépérir ou non.

Les inquiétudes de Macron concernant l'avenir de l'Europe peuvent donc être divisées en deux catégories : la sécurité et l'économie.

Concernant la première, il a commenté les acquisitions d'armement et souligné qu'il faudrait privilégier les fabricants européens. "Il n'y a pas de défense sans industrie de défense ».

Un emprunt européen commun pourrait même être contracté pour des achats communs d'armes. "Nous devons produire plus, nous devons produire plus vite et nous devons produire en tant qu'Européens."

Outre les achats d'armement, Macron a fait allusion à l'idée d'une académie militaire européenne, où le personnel militaire pourrait être formé aux besoins de la défense européenne commune.

Il a également mentionné les investissements dans la cybersécurité et le renforcement de la coopération en matière de défense avec la Grande-Bretagne.

Dans le domaine économique, les préoccupations de Macron se sont concentrées sur la compétitivité internationale de l'Europe. Selon lui, les subventions publiques des Etats-Unis et de la Chine ne respectent pas les règles du commerce international. "Cela ne peut pas fonctionner que nous soyons les seuls à respecter les règles du commerce".

Pour cette raison, Macron a appelé à des réformes des règles commerciales de l'UE. Selon lui, l'UE pourrait convenir d'exceptions pour soutenir, par exemple, les entreprises opérant dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'énergie verte.

En 2017, Macron avait prononcé un discours similaire au même endroit, à la Sorbonne. Depuis lors, l'Europe a connu d'énormes changements : le Brexit, le coronavirus et l'attaque russe contre l'Ukraine.

Le message de Macron sur « l'autonomie stratégique » est désormais familier, mais toujours aussi pertinent qu'il y a sept ans.

Helsingin Sanomat rapporte que, selon l'AFP et Reuters, avec son discours, Macron visait non seulement à ouvrir un débat sur l'avenir de l'Europe, mais aussi à renforcer l'influence de la France dans l'UE et à accroître l'audience de son parti aux prochaines élections européennes de juin.

Macron n'a évoqué l'élection que brièvement à la fin de son discours, affirmant que l'extrême droite européenne souhaitait rester dans une maison européenne sans avoir à payer de loyer ni à respecter les règles de cohabitation.

HS

### **« "L'Europe est mortelle" - Macron appelle à construire une défense européenne indépendante » Yle**

Le président français, qui a prononcé son discours à la Sorbonne, entend inviter les pays de l'UE à construire une nouvelle initiative européenne de défense, rapporte Yle.

Macron a appelé à construire une défense européenne indépendante et crédible. Selon lui, la menace russe nécessite un changement dans l'ensemble de la pensée européenne en matière de défense. « J'ai l'intention d'inviter les pays de l'UE à construire une initiative européenne de défense dans les mois à venir. Nous devons créer une nouvelle stratégie commune », a déclaré le président français.

Il a proposé que les armes nucléaires françaises protègent les États membres et la création d'une nouvelle académie militaire européenne pour former les futurs cadres militaires et civils.

Macron a également appelé à la création d'une force de réaction rapide forte de 5 000 hommes d'ici 2025.

« L'Europe doit savoir défendre ce qui a de la valeur pour nous. Avec nos alliés, s'ils sont prêts à agir à nos côtés, et si nécessaire aussi seuls », a déclaré Macron.

Pour Macron, l'Europe doit privilégier en priorité l'industrie européenne dans ses achats d'équipements de défense. « Il n'y a pas de défense en Europe sans industrie de défense. Cela signifie transformer le soutien urgent à l'Ukraine en un effort à long terme », a déclaré le président. Macron a également appelé à un contrôle plus efficace des frontières extérieures de l'Europe. Il a salué l'accord européen sur l'asile et l'immigration récemment approuvé, mais a appelé à une coopération encore plus étroite en matière d'immigration.

« Des frontières fortes sont notre intérêt commun. Nous devons créer une structure politique permettant la prise de décision en matière d'immigration, de criminalité organisée, de terrorisme et de lutte contre le trafic de drogue », a proposé Macron.

Le président français a lancé un appel à plusieurs reprises aux valeurs européennes et à l'humanisme. Il a évoqué la réglementation européenne comme un contre-pouvoir à la réalité

numérique contrôlée par les géants américains de l'Internet et leurs algorithmes, et a suggéré de limiter l'utilisation d'Internet pour les enfants et les jeunes de moins de 15 ans.

« Nous devons protéger les enfants et interdire également les propos racistes et antisémites ainsi que les discours de haine dans l'espace numérique. C'est une lutte démocratique », a lancé Macron.

Le discours du président français, qui a duré près de deux heures, a été longuement applaudi à la Sorbonne. Il s'agissait de son deuxième discours politique européen, le premier prononcé par Macron à la Sorbonne en 2017.

Les médias français ont trouvé le discours habile et véritablement passionné – bien que difficile à comprendre pour ceux qui n'ont pas suivi de près le débat lié au développement de l'Europe.

Yle

## **Analyse**

### **« Macron a mis en garde contre le fait que l'Europe peut être mortelle, Orbán prévoit déjà des funérailles » HS**

Jeudi a été une journée de grands discours en Europe.

À Paris, le président français Emmanuel Macron a discuté de l'état et de l'avenir de l'Europe avec plus de détails que jamais.

Le message principal était un avertissement. "L'Europe est mortelle. Elle peut mourir", a déclaré le président français devant une audience prestigieuse à la Sorbonne.

Selon Macron, l'attrait du modèle européen ou de la démocratie libérale n'est plus ce qu'il était. La fascination pour les dirigeants autoritaires grandit.

Selon Macron, un tournant historique est proche, mais l'histoire se fait ailleurs qu'en Europe. Cela s'applique à la fois à la sécurité et à l'intelligence artificielle.

Le message était direct : pendant longtemps, l'Europe a sous-traité son énergie à la Russie, sa sécurité aux États-Unis et son commerce à la Chine.

Aujourd'hui, la souveraineté stratégique – c'est-à-dire le principe directeur de la politique européenne de Macron – a commencé à être restaurée, mais selon Macron, pas assez et pas assez vite.

Le même matin, à Budapest, le Premier ministre Viktor Orbán a ouvert ce qui est considéré comme la plus grande conférence conservatrice au monde. Cette affirmation est probablement exagérée, mais il y avait des dirigeants d'extrême droite, notamment des Pays-Bas et d'Espagne. Orbán est d'accord avec Macron sur un point. L'Europe se trouve à un tournant de son histoire. Mais le message d'Orbán est différent.

Selon Orbán, l'Europe dirigée par les libéraux telle qu'elle est aujourd'hui peut bien disparaître.

Il place ses espoirs dans les élections de cette année : les élections européennes en juin et les élections présidentielles américaines en novembre.

"Le monde change et notre position doit s'affirmer au milieu du changement. Les progressistes-libéraux ont senti le danger", a déclaré Orbán dans son discours d'ouverture.

Orbán dit directement qu'il espère la victoire de Donald Trump.

Le retour de Trump serait également une victoire pour le camp politique d'Orbán.

C'est justement pour cela qu'Emmanuel Macron s'inquiète. Le discours s'adressait à l'Europe, mais faisait également partie de la lutte politique interne en France, où l'extrême droite a dépassé le parti de Macron dans les sondages.

L'extrême droite devrait accroître son audience lors des élections européennes de juin dans toute l'Europe. Le groupe comprend les dirigeants d'extrême-droite attirés par le modèle autoritaire ou la coopération avec des pays autoritaires.

Macron souhaite que l'Europe assume davantage de responsabilités quant à sa propre sécurité et son développement économique. La France estime que les États-Unis ne soutiendront l'Europe à l'avenir que si l'Europe elle-même est suffisamment forte.

Selon Macron, l'Europe doit montrer qu'elle n'est pas "une vassale des États-Unis".

Au même moment, à Budapest, Orbán a envoyé un message très différent outre-Atlantique à la fin de son discours. "Rendons à nouveau sa grandeur à l'Amérique et à l'Europe. Bravo Donald Trump ! Bravo aux souverainistes européens !

Selon Orbán, la lutte contre les libéraux a commencé et le champ de bataille sera les élections de cette année.  
HS